

VOTRE LETTRE DU

VOS RÉF.

NOS RÉF.

DATE 29 JUIN 2020

ANNEXE(S) -

CONTACT PATRICK WATERBLEY

E-MAIL : Patrick.Waterbley@health.fgov.be

**Mme la Ministre des Affaires sociales et de la Santé
publique et de l'Asile
Tour des Finances
Boulevard du Jardin Botanique 50, boîte 175**

1000 BRUXELLES

OBJET : Avis « Exercice de la médecine par des médecins provenant de pays tiers¹ : la Belgique ne peut pas devenir une plaque tournante au sein de l'Union européenne en raison d'une procédure trop peu stricte »

Madame la Ministre,

En 2019, une nouvelle compétence consultative a été attribuée au Conseil supérieur des médecins² en vertu de la Loi du 22 avril 2019³. Le nouvel article 145 de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé stipule que les demandes d'autorisation d'exercice de la médecine introduites par des médecins issus de pays tiers qui ne sont pas diplômés d'un État membre de l'Union européenne doivent être préalablement soumises à l'avis du Conseil supérieur.

Avant que le Conseil supérieur ne traite ces dossiers, l'équivalence du diplôme est vérifiée par la Commission d'équivalence ou le NARIC Vlaanderen⁴.

Dans l'intervalle, un nouveau groupe de travail ainsi que l'assemblée plénière du Conseil supérieur des médecins ont acquis une année d'expérience en la matière. Vous trouverez ci-joint une note qui a été discutée lors de la réunion plénière du 18 juin 2020. Une concertation

¹ Art. 145 de la loi du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 (*MB 18 juin 2015 (éd. 1)*). Dénommée ci-après « LEPPS »

² Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes.

³ Loi du 22 avril 2019 portant modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice de professions des soins de santé, *MB 14 mai 2019*.

⁴ Arrêté du Gouvernement flamand du 14 juin 2013 relatif aux conditions et à la procédure de reconnaissance de titres étrangers délivrés dans l'enseignement supérieur, *MB 18 juillet 2013*.

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 juin 2016 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger, *MB 16 septembre 2016*.

NARIC = National Academic recognition and information center, Agentschap voor hoger onderwijs, volwassenonderwijs, kwalificaties & studietoelagen.

a été proposée notamment avec les instances susmentionnées en charge de l'octroi des équivalences. Cette proposition a été acceptée mais les membres du Conseil supérieur des médecins, fort inquiets de la qualité et de la sécurité, ont décidé de vous adresser également un avis.

La procédure de l'article 145 de la LEPSS conduit en effet, en cas de décision positive, à l'exercice de la médecine sans supervision ni restrictions. La responsabilité de notre pays est d'autant plus grande que la reconnaissance belge d'une qualification obtenue dans un pays tiers, après trois années d'activité professionnelle en Belgique, signifie l'ouverture du droit à la mobilité au sein de l'U.E./E.E.E.⁵

Le Conseil supérieur des médecins a constaté que pratiquement tous les dossiers - de diverses langues, y compris les dossiers francophones - sont introduits auprès du NARIC Vlaanderen. Les candidats introduisent parfois une double demande, qui débouche sur un avis négatif de la Commission d'équivalence et un avis positif du NARIC Vlaanderen. Nous n'avons aucune idée de la mesure dans laquelle les entretiens ou les examens d'aptitude des candidats sont appliqués. La Commission d'équivalence vérifierait les connaissances en matière de déontologie, de fonctionnement de la sécurité sociale dans notre pays et, le cas échéant, de radioprotection. Les attestations du NARIC Vlaanderen sont parfois équivoques. Sans la présentation du diplôme original, l'équivalence du diplôme est accordée sur la base d'un autre document et le candidat peut porter le titre de médecin. Mais l'attestation indique ensuite que cette équivalence n'est valide que sur présentation du diplôme étranger authentique qui n'est pas disponible.

Veuillez trouver les autres points d'attention dans le document en annexe. Tout ceci nous apporte la preuve qu'aucune restriction professionnelle n'a été imposée par le pays d'origine et que la distinction entre l'autorisation d'exercice de la profession d'une part, et la reconnaissance d'une qualification professionnelle (en tant que médecin généraliste ou spécialiste agréé) d'autre part, n'est pas toujours claire pour les candidats.

Le Conseil supérieur des médecins souligne les procédures très strictes et bien étayées qui sont suivies à l'étranger : il existe des procédures de test systématique et, aux États-Unis, les instituts de formation de l'étranger sont même de plus en plus nombreux à devoir être accrédités au niveau international. Il y a lieu de s'inquiéter du fait que tous les pays et régions à travers le monde ne garantissent pas des formations et des diplômes de qualité. Certains pays garantissent la qualité, contrairement à d'autres où ce n'est absolument pas le cas.

La Belgique ne peut pas devenir la plaque tournante pour une entrée facile dans l'Union européenne en raison d'une procédure trop peu stricte - qui n'est manifestement pas appliquée de manière cohérente dans tout notre pays. Cet avis doit être considéré comme étant le signal fort d'une grande inquiétude en matière de qualité et de sécurité et d'une éventuelle responsabilité.

⁵ Art. 3.3 de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 255 du 30.09.2005, page 22)

L'importance d'un test linguistique a ensuite été soulignée. Il convient en outre d'examiner s'il est possible de prévoir un suivi spécifique de l'activité professionnelle (et du lieu) afin de garantir la qualité et la sécurité.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à cette matière très importante. Salutations distinguées,

Dr Patrick Waterbley
Vice-président-secrétaire-
Conseil supérieur des médecins

annexe : document préparatoire, soumis et discuté lors de la réunion plénière du Conseil Supérieur des Médecins en date du 18.06.2020.